

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale des étrangers en France
Direction de l'asile
Département des réfugiés et de l'accueil des demandeurs d'asile

Information du 29 juillet 2016 relative aux appels à projets départementaux pour la création de 500 nouvelles places de centre provisoire d'hébergement (CPH) en 2017.

NOR : INTV1621865J

Résumé : le Gouvernement a acté la création de 500 nouvelles places de centres provisoires d'hébergement pour répondre à la hausse du nombre de personnes en situation de vulnérabilité qui ont obtenu un statut de protection.

Références : - code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 313-1-1 ;
- décret n° 2016-253 du 2 mars 2016 relatif aux centres provisoires d'hébergement des réfugiés et des bénéficiaires de la protection subsidiaire.

Annexes : 4

Le ministre de l'intérieur à Mesdames et Messieurs les préfets de région (métropole) et Mesdames et Messieurs les préfets de département (métropole)

Face aux arrivées importantes de migrants vers le continent européen depuis 2014 et à l'augmentation du nombre de personnes bénéficiaires d'un statut de protection, le Gouvernement a décidé de poursuivre la création de places de centres provisoires d'hébergement.

Cette démarche se traduit notamment par une augmentation du parc de centres provisoires d'hébergement (CPH), à hauteur de 500 nouvelles places. Cette mesure a pour objectif d'améliorer l'hébergement des bénéficiaires d'une protection internationale en situation de vulnérabilité et de faciliter ainsi leur accession à l'autonomie par un accompagnement global vers l'accès au logement et à l'emploi. Cette mesure vise par ailleurs à diminuer le recours à l'hébergement d'urgence en direction de ce public.

Afin de sélectionner ces 500 nouvelles places, vous pourrez initier deux types de procédures :

- une première procédure concernera les extensions de faible capacité (moins de 30 % de la capacité de l'établissement).
- une seconde procédure, intégrant un appel à projets, sera appliquée pour les créations de places de CPH, ou les extensions de plus de 30 % de la capacité autorisée.

Dans l'un ou l'autre cas, les places devront ouvrir au 1^{er} janvier 2017.

.../...

I. Les extensions de faible capacité

Les projets d'extension de moins de 30 % de la capacité initiale des établissements concernés ne sont pas soumis à la procédure d'appel à projets, en vertu de l'article D. 313-2 du code de l'action sociale et des familles.

La capacité à retenir pour le calcul de l'augmentation de capacité est la plus récente des deux capacités suivantes :

- la dernière capacité autorisée par appel à projets de l'établissement ou du service ;
- la dernière capacité autorisée lors du renouvellement de l'autorisation.

À défaut de l'une de ces deux capacités, la capacité à retenir est celle autorisée au 30 mai 2014, date de la publication du décret n° 2014-565 modifiant la procédure d'appel à projets et d'autorisation mentionnée à l'article L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles.

Ces projets seront instruits par les services départementaux, puis transmis aux services régionaux. Les services régionaux seront chargés de confirmer ou de modifier les sélections faites au niveau départemental.

Avant de communiquer leur décision aux préfets de département, les préfets de région seront chargés d'informer la direction de l'asile des places qu'ils souhaitent valider, par transmission du formulaire de présentation à renseigner pour chaque projet, annexé à cette information.

Dès la validation du niveau national, les projets d'extension de faible capacité pourront faire l'objet d'une autorisation et d'une mise en œuvre. **Aucune autorisation ne pourra être délivrée sans avoir obtenu au préalable la validation de la direction de l'asile.**

Sans procéder à une nouvelle instruction des dossiers, la direction de l'asile assurera un contrôle de conformité des projets retenus avec les objectifs nationaux, notamment par rapport au volume de places qui doivent être créées au niveau national et transmettra ses avis dans des délais resserrés.

II. Les créations et extensions de plus de 30 % de la capacité initiale du CPH

La procédure d'appels à projets départementaux devra être suivie, conformément aux dispositions du décret n° 2014-565 du 30 mai 2014 modifiant la procédure d'appel à projets et du décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 ainsi que de la circulaire DGCS/SD5B/2014/287 du 20 octobre 2014 relative à la procédure d'appel à projets et d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Vous veillerez à publier le calendrier d'appel à projets, ainsi que le cahier des charges et l'avis d'appel à projets dans les plus brefs délais et en tout état de cause **au plus tard le 16 août 2016.**

Vous trouverez à cette fin, en annexes, un modèle type de chacun des trois documents à publier pour lancer l'appel à projets, qu'il vous appartient de décliner par département. Le texte et la mise en forme de ces documents ne peuvent en aucun cas être modifiés, sauf lorsqu'il est demandé de compléter ou d'adapter les informations surlignées en gris. Les opérateurs auront un délai de 60 jours pour répondre à l'avis d'appel à projets, à savoir **au plus tard le 16 octobre 2016.**

Dès la publication du cahier des charges et de l'avis d'appel à projets, vous constituerez une commission de sélection qui rendra un avis sur les projets soumis, sous forme de classement. Vous serez attentif à la composition de cette commission, en veillant à éviter tout conflit d'intérêt possible.

Une fois les projets instruits au niveau départemental, ils devront être transmis aux préfets de région pour qu'un classement régional de l'ensemble des projets puisse être établi. Seuls les projets soumis à la commission feront l'objet d'un classement régional.

Les projets seront ensuite adressés au ministère de l'intérieur par les préfets de région pour que la sélection nationale puisse être opérée. **Aucun arrêté d'autorisation ne pourra être pris sans l'accord préalable de la direction de l'asile.**

Chaque projet adressé au ministère devra comporter :

- un formulaire de présentation du projet renseigné par le responsable départemental de l'instruction du projet, puis le responsable régional du classement du projet ;
- une description générale du projet en réponse aux besoins décrits par le cahier des charges intégrant notamment :
 - une description des démarches et procédures propres à garantir la qualité de la prise en charge, notamment de l'accompagnement social et administratif du public ;
 - une description de l'équipe d'encadrement comprenant une répartition prévisionnelle des effectifs par type de qualification ; une description précise de l'implantation, la surface et la nature des locaux ;
- un budget prévisionnel présenté en année pleine **au format normalisé**. S'il s'agit d'une extension, le budget devra faire apparaître, en charges d'exploitation, en année pleine, les reconductions de charges liées aux places déjà existantes ainsi que les mesures nouvelles résultant des places qui seront créées ;
- le procès-verbal de la commission de sélection d'appel à projets départementale, le cas échéant.

Les services départementaux en charge d'instruire les projets veilleront en outre à renseigner de manière exhaustive le formulaire de présentation, en précisant notamment :

- la position des élus locaux sur le projet, étant entendu que ces derniers devront être informés de tout projet prévoyant une implantation sur leur commune ;
- l'avis argumenté des services en charge de l'instruction, valant avis des préfets de département et de région. La sélection qui s'opérera au niveau national suivra cet avis chaque fois que possible, compte tenu des priorités fixées et des critères géographiques.

III. Critères pris en compte dans le processus de sélection des places

Pour la sélection des projets au niveau national, une attention particulière sera portée aux éléments suivants :

- les extensions de centres de petite capacité permettant à des centres déjà existants d'atteindre une taille optimale afin de mutualiser certaines des prestations réalisées et de permettre une rationalisation des coûts ;
- le caractère modulable des capacités d'hébergement, de manière à pouvoir agencer les espaces de vie pour accueillir alternativement des familles ou des personnes isolées ;
- la capacité des opérateurs à mettre en œuvre leurs projets dans le délai imparti, c'est à dire au 1^{er} janvier 2017. Dans cette optique, un engagement ou à défaut une position écrite du propriétaire des locaux quant à la mise à disposition de ceux-ci pour l'implantation du CPH est vivement souhaitable ;
- La création de centres provisoires d'hébergement d'une capacité minimale de 50 places ;
- Une répartition territoriale équitable de l'offre d'hébergement. Une priorité sera donnée aux régions qui n'ont pas de CPH sur leur territoire, ainsi qu'aux départements dépourvus de CPH afin d'assurer au mieux le rôle de référent territorial des actions d'intégration confié aux CPH ;
- Les centres accueillant des bénéficiaires de moins de 25 ans ;
- Le taux d'encadrement sera d'1 ETP pour un minimum de 10 personnes et le coût à la place est fixé à 25 € par jour et par personne.

Les dossiers seront adressés par les préfets de région à la direction générale des étrangers en France par voie électronique sur le serveur ENVOL accessible sur l'intranet du ministère de l'intérieur à l'adresse suivante : <https://envol2.si.minint.fr>

Les pièces déposées sur le serveur ENVOL seront adressées à Véronique LALANNE : veronique.lalanne@interieur.gouv.fr

Vous trouverez en annexe un mode d'emploi de l'espace de partage ENVOL.

Les dossiers complets devront impérativement parvenir au ministère **avant le 15 novembre 2016**. Tout dossier incomplet ne pourra faire l'objet d'une instruction, et donc d'une sélection au niveau national.

Pour les projets d'extension de moins de 30 % de la capacité initiale des centres, seuls les formulaires de présentation et les budgets prévisionnels devront être transmis, pour chaque projet, au ministère de l'intérieur (direction de l'asile), et ce dès qu'ils auront été instruits par les services déconcentrés.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des étrangers en France,
P.-A. MOLINA

